

**Décision N° 2012 - ...000008../ARCEP/CR**  
portant fixation des frais d'instruction des demandes d'autorisation  
pour l'exercice des activités postales

**LE CONSEIL DE REGULATION**

-----

- VU la Constitution ;
- VU le décret n° 2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n° 2012-122/PRES/PM du 23 février 2012 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
- VU la loi n° 028-2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2011-759/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18 octobre 2011 portant modalités de délivrance des autorisations, détermination des redevances et gestion du fonds de compensation du Service Postal Universel ;
- VU le décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications électroniques, ensemble ses modificatifs ;
- VU le décret n° 2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de Régulation ;
- VU le décret n° 2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de Régulation ;
- VU l'arrêté N°2011-000004/ARCEP/CR du 28 novembre 2011 portant règlement intérieur du Conseil de régulation des communications électroniques ;

Après délibération du Conseil de régulation en date du 27 mars 2012 ;

## DECIDE

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente décision, prise en application du décret n° 2011-759/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18 octobre 2011 portant modalités de délivrance des autorisations, détermination des redevances et gestion du fonds de compensation du Service Postal Universel, notamment en son article 11, a pour objet la fixation du montant des frais d'instruction des demandes d'autorisation pour l'exercice des activités postales, hors services réservés, y compris les services postaux accélérés.

### **ARTICLE 2 : FRAIS D'INSTRUCTION**

Tout demandeur d'autorisation doit, au moment du dépôt de son dossier, s'acquitter des frais d'instruction de la demande. Ces frais, une fois versés, restent acquis à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP). Ils sont non remboursables, même en cas de refus de délivrance de l'autorisation.

### **ARTICLE 3 : MONTANT DES FRAIS D'INSTRUCTION**

Le montant des frais d'instruction des demandes d'autorisation pour l'exercice des activités postales, hors services réservés est fixé à cinquante mille (50 000) FCFA.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET**

La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature.

### **ARTICLE 5 : EXECUTION ET PUBLICATION**

Le Secrétaire général est chargé de l'application de la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le **27 MARS 2012**

Pour le Conseil de régulation,  
Le Président

**Mathurin BAKO**  
***Officier de l'Ordre National***